

Communiqué de presse sur les comptes sectoriels de 2011

Pour compléter les résultats des comptes nationaux de l'année 2011 élaborés en juin 2012 selon l'approche de l'économie nationale en branches et en produits, le HCP présente aujourd'hui la séquence complète des comptes non financiers et financiers des secteurs institutionnels pour le même exercice et ce, selon l'approche sectorielle de l'économie nationale. Les comptes non financiers retracent, pour chacun des secteurs, comment le revenu est généré par les activités de production de biens et services pour être ensuite distribué et redistribué aux agents économiques leur permettant de consommer ou alors d'accumuler le capital pour aboutir à un solde final représentant une capacité ou un besoin de financement. Quant aux comptes financiers, ils reprennent les contreparties monétaires des transactions réelles et montrent comment les différents secteurs utilisent leurs excédents ou financent leurs besoins.

Ces résultats montrent une amélioration de la contribution des sociétés non financières au PIB passant de 41,7% en 2010 à 42,9% en 2011. La contribution du secteur des Administrations publiques a gagné 0,9 point en 2011 (15,8%), celle du secteur des ménages s'est appréciée de 0,3 point (32,9%) et des sociétés financières de 0,2 point (5,5%).

Le Revenu National Brut Disponible (RNBD) a atteint 843,2 milliards de DH en 2011 au lieu de 804,8 en 2010, soit une hausse de 4,8%. Les contributions des secteurs institutionnels à ce revenu montrent une prédominance de la part des ménages avec 66,1% suivie des Administrations publiques avec 19,4% et des sociétés avec 14,5% : (12% pour les sociétés non financières et 2,5% pour les sociétés financières).

La composition du revenu disponible des ménages montre que la rémunération des salaires constitue le premier poste avec 46,2% suivie de l'excédent brut d'exploitation (EBE) et du revenu mixte avec 44,8%. Les revenus de propriété, les prestations sociales et autres transferts y contribuent à hauteur de 24%. Les impôts sur le revenu et les cotisations sociales contribuent négativement à ce revenu avec près de 15%.

Par habitant, le revenu disponible des ménages a enregistré une hausse de 5,5% en 2011 contre 3,1% en 2010. Les prix à la consommation ont affiché la même hausse durant les années 2011 et 2010, soit 0,9%. Le pouvoir d'achat des ménages, qui représente la différence entre la variation du revenu disponible des ménages par habitant et celle des prix à la consommation, s'est amélioré de 4,6% en 2011 contre 2,2% en 2010.

L'affectation du revenu des ménages montre une hausse des dépenses de consommation finale des ménages de 8,1%, passant de 437 milliards en 2010 à 473 milliards de DH en 2011. Le taux d'épargne des ménages, quant à lui, a perdu 0,8 point et a atteint 15,7% en 2011 au lieu de 16,5% en 2010.

La répartition de la formation brute de capital fixe (FBCF) par secteur institutionnel montre que les sociétés non financières contribuent avec 56% ; la contribution des ménages est de 31%, des Administrations publiques de 11% et des sociétés financières de 1%.

Les opérations économiques avec l'extérieur se sont soldées en 2011 par un besoin de financement de la nation de plus de 64 milliards de DH au lieu de 34 milliards de DH en 2010. Les secteurs institutionnels qui ont dégagé un besoin de financement sont les sociétés non financières avec 61,7 milliards de DH et les Administrations publiques avec 20 milliards de DH. En revanche, les sociétés financières ont dégagé une capacité de financement de 15,5 milliards de DH et les ménages de 4,5 milliards de DH.

D'après les résultats des comptes financiers, le déficit des Administrations publiques est absorbé par le recours au marché des titres de créance négociables. Le Trésor public a augmenté fortement ses émissions en bons de Trésor dont le flux net a affiché un niveau record en 2011, soit 40 milliards de DH au lieu de 19 milliards de DH en 2010.

Le besoin de financement des sociétés non financières, après avoir affiché une amélioration relative en 2010 (passant de 71 milliards de DH en 2009 à 54 milliards de DH en 2010), s'est accentué en 2011 pour atteindre 61 milliards de DH. Il a été pratiquement couvert par les crédits bancaires qui ont enregistré un flux de l'ordre de 50 milliards de DH et les émissions d'actions qui s'élèvent à 48 milliards de DH.

Les ménages continuent de s'endetter à un rythme soutenu, le flux net des crédits est passé de 19 milliards de DH en 2009 à 29 milliards de DH en 2011. Les flux des

dépôts, de leur part, ont aussi fortement augmenté passant de 23,6 milliards de DH en 2009 à 42,6 milliards de DH en 2011.

Les sociétés financières, qui ont enregistré une capacité de financement de 12,5 milliards de DH en 2011, ont continué d'augmenter leurs parts d'émission en titres de créances pour faire face à une demande accrue de crédit. Ces émissions ont atteint 17,3 milliards de DH en 2011.